

Dossier



115 LE MAIRE ET L'ANIMAL

- 141 Les ventes aux enchères des biens mobiliers des collectivités locales
Jean-David Dreyfus
- 143 Les polices sanitaires du maire
Stéphanie Renard
- 154 Les actions en démolition d'un ouvrage public relèvent du plein contentieux
Catherine Logéat



ref : 332003

9 782993 320037

DA|LOZ



Version numérique incluse*



109 Tribune

112 Au fil du mois

115 Dossier LE MAIRE ET L'ANIMAL

Protection animale et bien-être animal : une prise en compte croissante par le législateur et le citoyen Par Muriel Falaise.....	116
Encadrement des cirques présentant des animaux vivants : quelle place pour le maire ? Questions à Arielle Moreau.....	119
Les pouvoirs de police du maire en matière d'animaux errants et d'animaux dangereux par Mehdi Bahouala.....	121
Encadrement des chiens dangereux : rôle du maire par Marianne Moliner-Dubost.....	126
Sécurité sanitaire et protection des animaux dans les abattoirs : les pouvoirs combinés de l'État et de la commune par Jean-Charles Jobart.....	129
Le maire et la chasse par Maëlle Comte.....	134
Police funéraire : quelle « place » pour l'animal ? par Bertrand Hédin.....	137

141 Pratiques

Les ventes aux enchères des biens mobiliers des collectivités locales par Jean-David Dreyfus.....	141
Les polices sanitaires du maire par Stéphanie Renard.....	143

147 Jurisprudence

Commande publique et contrat

Critère de choix des offres : sortie de route pour l'autocar)-évaluation CE 22 novembre 2019, n° 418460, par Mathieu Lориou.....	147
L'autorité administrative doit vérifier le respect par le bail emphytéotique conclu entre une fondation et une commune des charges grevant la donation CE 8 novembre 2019, n° 421867, par Jean-David Dreyfus.....	148
Une simple demande de paiement non honorée par l'administration ne révèle pas l'existence d'un différend entre acheteur et titulaire d'un marché CE 22 novembre 2019, n° 417752, par Florian Mokhtar.....	149

Environnement

Sols pollués par une installation classée : prescription de l'obligation de remise en état CE 13 novembre 2019, n° 416860, par Marianne Moliner-Dubost.....	151
--	-----

Police

Police des baignades : la mention « baignade interdite » constitue, parfois, une information appropriée du public CE 22 novembre 2019, n° 422655, par Stéphanie Renard et Éric Péchillon.....	152
--	-----

Procédure contentieuse

Les actions en démolition d'un ouvrage public relèvent du plein contentieux CE 29 novembre 2019, n° 410689, par Catherine Logéat.....	154
Une commune qualifiée, à tort, de défendeur à l'instance par la juridiction du fond n'est pas recevable à se pourvoir en cassation CE 8 novembre 2019, n° 425177, par Anthony Pinto.....	155

Propriété publique

Une commune peut, sous certaines conditions, louer son domaine privé à une association culturelle CAA Marseille, 4 novembre 2019, n° 19MA01149, par Olivier Didriche.....	157
--	-----

Avant de se prononcer sur une demande d'expulsion, le juge doit vérifier que la dépendance concernée relève du domaine public CE 8 novembre 2019, n° 421491, par Olivier Didriche.....	158
--	-----

Responsabilité et assurance

Le harcèlement moral relai d'une prise illégale d'intérêts Crim. 26 novembre 2019, n° 18-87.046, par Yves Mayaud.....	159
--	-----

Ressources humaines

Publication assurant la promotion d'une commune et carte de presse - Promouvoir n'est pas informer TA Cergy-Pontoise, 26 novembre 2019, n° 1810100, par Frédéric Gras.....	161
---	-----

La révocation automatique du sursis assortissant une sanction disciplinaire est contraire au principe d'individualisation des peines Conseil const. 29 novembre 2019, n° 2019-815-QPC, par François Benesch.....	162
Appréciation du motif légitime ouvrant droit à l'indemnisation chômage en cas de refus de renouvellement du contrat CE 8 novembre 2019, n° 408514, par Céline Duchêne.....	164

Urbanisme

Le panneau d'affichage du permis de construire n'a pas pour objet de permettre de contrôler sa légalité CE 16 octobre 2019, n° 419756, par Philippe Grimaud.....	165
La commune doit être regardée comme la partie perdante en cas de régularisation d'un permis de construire ordonnée par le tribunal TA Versailles, 28 octobre 2019, n° 1605813, par Philippe Peynet.....	167